

# TRANSPARENCE DANS LE SECTEUR DU PÉTROLE ET DU GAZ DANS LE MONDE

## De nouveau, de très mauvaises performances pour Sonatrach

*Les compagnies pétrolières et gazières, un peu partout dans le monde, ont amélioré la transparence en matière de communication des revenus et d'information sur les programmes de lutte contre la corruption. Ce n'est toujours pas le cas de Sonatrach, déjà épinglée en 2008 dans un rapport mondial similaire. Mais selon un nouveau rapport de Transparency International (TI) et de Revenue Watch Institute (RWI), rendu public le 1<sup>er</sup> mars 2011, les compagnies pétrolières et gazières doivent mener des actions plus audacieuses si elles veulent faire cesser la corruption.*

**T**rop peu de compagnies publient les sommes qu'elles versent aux gouvernements dans les pays où elles opèrent. Deux tiers des populations pauvres du monde vivent dans des pays riches en ressources. Elles ont le droit de connaître le montant que leur gouvernement reçoit des compagnies en échange de l'exploitation de ces ressources. Le «Rapport 2011 sur les compagnies pétrolières et gazières» est le troisième d'une série faisant partie du projet «Promouvoir la transparence des revenus», une initiative conjointe de TI et de RWI. En 2008, TI a publié son premier rapport sur les compagnies, suivi en 2010 du classement par pays de RWI. L'Indice RWI classe les gouvernements en fonction de la transparence de leurs déclarations sur les revenus issus du pétrole et du gaz. Le rapport 2011 actualise et développe le rapport 2008 sur les compagnies. Il se base sur une étude menée en 2010 et forme une nouvelle version d'un rapport publié en 2008. Il évalue 44 compagnies sur la disponibilité de l'information concernant les programmes de lutte contre la corruption, ainsi que la manière dont elles publient différentes données dans l'ensemble des pays où elles opèrent. Les compagnies évaluées représentent 60% de la production mondiale de pétrole et de gaz. En rendant publiques les mesures de lutte contre la corruption et les principales données financières et organisationnelles, particulièrement à l'échelle de chaque pays, les compagnies témoignent de leur volonté de mettre un terme au détournement des revenus. Plus particulièrement, la publication détaillée des versements fiscaux permet aux citoyens de demander des comptes au gouvernement.

Il est frappant de constater combien relativement peu de compagnies publient pour chaque pays les paiements qu'elles ont faits aux gouvernements, même si la société civile et un nombre croissant de législateurs et d'organismes chargés de la réglementation reconnaissent l'importance de cette information.

### Garantir l'utilisation correcte des revenus tirés des hydrocarbures

Ces données sont essentielles pour les investisseurs, les pays riches

en ressources et les gouvernements.

Les conclusions du nouveau rapport montrent des améliorations depuis 2008 : en 2011, seules 8 compagnies, dont Sonatrach, n'ont pas obtenu un seul point en matière de publication des programmes de lutte contre la corruption. En 2008, 21 compagnies, dont Sonatrach, sur 42 avaient obtenu zéro dans cette catégorie. Dans le rapport 2011, 24 compagnies sur 44 ont vérifié leurs données. En 2008, seule une poignée de compagnies étudiées avaient accepté de vérifier et de commenter leurs données : Sonatrach n'a pas répondu à la demande de vérifications. Cette amélioration de l'implication des compagnies peut refléter une prise de conscience accrue de la responsabilité qui est la leur dans la lutte contre la corruption, et du souhait des investisseurs de chercher des solutions pour évaluer et pérenniser la communication. Afin d'encourager une plus grande transparence, le rapport recommande que les investisseurs incorporent la transparence d'entreprise (ou son absence) dans leurs analyses et leurs modèles d'évaluation.

Plusieurs compagnies ont obtenu de bons scores à tous les niveaux, même dans des pays réputés pour leur environnement difficile. Ces résultats montrent qu'il est possible pour les compagnies de faire preuve de transparence sans compromettre leurs résultats. Le rapport montre que les compagnies peuvent montrer l'exemple. Il existe des normes de bonnes pratiques en matière de transparence, qui contribuent à garantir l'utilisation correcte des revenus tirés du pétrole et du gaz. Toutefois, les actions menées par les compagnies ne sont qu'une partie du puzzle. Les gouvernements ont aussi un rôle à jouer : ils doivent s'engager à utiliser la richesse issue des ressources naturelles dans l'intérêt du bien public.

L'instauration de cadres réglementaires améliore la transparence. Les compagnies cotées en bourse obtiennent de meilleurs résultats dans toutes les catégories que les compagnies non cotées. Les compagnies pétrolières internationales communiquent plus dans toutes les catégories que les compagnies pétrolières nationales. La publication d'informations pays par pays reste le maillon faible.

Le score moyen des compagnies est seulement de 16%.

### A quand un programme de lutte contre la corruption au niveau de Sonatrach ?

Le rapport dresse une série de recommandations pour les compagnies, les gouvernements, les organismes chargés de la réglementation et les investisseurs. Les compagnies doivent rendre publics leurs programmes de lutte contre la corruption, et ceux-ci devraient être revus par un audit indépendant. Les compagnies doivent publier les renseignements concernant leurs filiales, partenaires et terrains d'opération. Les gouvernements des pays accueillant des producteurs de pétrole et de gaz doivent rendre obligatoire la publication par

les compagnies de leurs activités et de leurs revenus, pays par pays. Par ailleurs, les organismes de réglementation de l'Union européenne, les marchés boursiers internationaux et les organismes chargés de fixer des normes comptables généralement reconnues doivent également obliger les compagnies à publier des informations pour chaque pays.

Les compagnies pétrolières nationales publiques doivent mettre en place des normes comptables internationales ou généralement reconnues, et publier des comptes audités de manière indépendante.

Les agences de notation internationales et les analystes du risque doivent intégrer des mesures de transparence dans leurs modèles d'évaluation du risque. Les indices de respon-

sabilité des entreprises doivent inclure la publication de programmes de lutte contre la corruption, la communication organisationnelle et la communication à l'échelle du pays. Sonatrach ne fournit pas encore les efforts nécessaires pour plus de transparence, alors que d'énormes scandales de corruption l'ont éclaboussée ces dernières années. L'élaboration récemment d'un code d'éthique par l'entreprise et la publication de nouvelles règles en matière de marchés publics ne sont pas suffisantes. A quand un programme de lutte contre la corruption au niveau de Sonatrach ?

Pour en savoir plus : Le rapport intégral (en anglais uniquement) peut être téléchargé à partir du site web : <www.transparency.org>

Djilali Hadjadj

## La transparence des industries extractives en relative progression

L'ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives) s'est réunie à l'OCDE à Paris les 2 et 3 mars pour sa 5<sup>e</sup> conférence annuelle (Voir *Le Soir d'Algérie* du lundi 28 février 2011, espace «Corruption»). Ce dispositif, qui demande aux pays riches en matières premières d'être transparents sur les revenus qu'ils en perçoivent, compte aujourd'hui 11 pays membres et une trentaine de pays candidats. Si des progrès ont été accomplis depuis 5 ans, plusieurs ONG pointent les lacunes de cette démarche volontaire. Aujourd'hui 11 pays sont «conformes» aux normes de l'ITIE, 30 sont candidats ; certains «pour des questions d'image et de réduction de leur dette» uniquement. D'autres semblent prendre l'initiative à la légère : la Guinée s'est ainsi portée candidate alors que son gouvernement achetait un yacht d'une valeur de 380 millions de dollars et que sa population vit avec moins de 2 dollars par jour... «Les pays sont certes souverains mais lorsqu'ils abusent

de cette souveraineté, c'est inacceptable», commente un représentant de «Global Witness», ONG membre de l'ITIE. De fait, la question de la souveraineté des Etats et de la place de la société civile dans l'ITIE sont deux éléments-clés du dispositif – sur lesquels l'initiative bute aujourd'hui. Si l'ITIE a permis de faire progresser les mentalités sur la transparence, l'étape suivante qui consiste à associer la société civile à l'usage de ces revenus est loin d'être franchie. «Nous sommes à la croisée des chemins. Il faut créer d'autres mécanismes qui garantissent la participation de la société civile sans qu'elle soit inquiétée.» Global Witness, comme d'autres ONG, plaide pour un cadre réglementaire plus contraignant et cite en exemple la loi américaine «Dodd Frank Act» adoptée en juillet 2010, qui demande aux entreprises du secteur extractif cotées à New York de communiquer à l'autorité des marchés tous les paiements faits aux gouvernements étrangers, projet par projet.

## La corruption, principal obstacle à la lutte contre le trafic de drogue, selon l'Organe international de contrôle des stupéfiants

Dans son rapport 2010, publié le mercredi 2 mars 2011, l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) estime que la corruption, utilisée par les organisations criminelles, est l'un des principaux obstacles à la lutte contre le trafic international de drogue. L'OICS s'alarme aussi du développement des «designer drugs», des drogues spécialement modifiées pour échapper aux réglementations. «La corruption sape les efforts internationaux en faveur d'une élimination des problèmes liés à la drogue», s'alarme le président de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, en introduction du Rapport 2010 de cet organisme des Nations unies.

«En recourant systématiquement à la violence et à la corruption, en usant d'intimidations et de chantage à l'égard des agents publics, les puissants et riches groupes criminels organisés sont parvenus à affaiblir les services de détection et de répression et les appareils judiciaires», insiste-t-il. La violence est souvent utilisée pour

menacer ou faire taire ceux qui dénoncent leurs activités. Les témoins susceptibles de fournir des preuves sur la corruption liée à la drogue risquent souvent leur vie et celle des membres de leur famille.» Selon l'OICS, les services de détection et de répression et les douanes sont, dans le monde entier, très exposés à la corruption liée à la drogue, tandis que «les unités anti-stupéfiants peuvent être infiltrées par des groupes criminels qui disposent souvent d'énormes ressources et de technologies sophistiquées».

### Corruption souvent quasi institutionnalisée au sein de la police

Pour autant, l'organisation estime que des cas de corruption au sein de la police, des douanes ou des agences anti-drogue existent aussi dans des pays à première vue beaucoup moins à risque, comme l'Australie, les Etats-Unis ou le Canada. «Au Canada, une enquête (...) a révélé que des groupes ont tenté d'utiliser les aéroports en cor-

rompant des employés ou en plaçant des complices au sein du personnel», indique le rapport. Pour l'OICS, il y a, en outre, «une prise de conscience croissante» de cas de corruption souvent quasi institutionnalisés au sein de la police. «Des groupes criminels sont connus pour conclure, avec la police ou d'autres services de détection et de répression et organismes de contrôle, des arrangements relativement stables», ajoute le rapport.

Pour l'OICS, il n'y a donc pas de lutte possible contre le trafic de drogue sans une lutte contre la corruption lié au trafic de stupéfiants. Parmi ses recommandations, l'organisation insiste sur la nécessité d'allier une meilleure coordination de toutes les institutions impliquées dans la lutte anti-drogue avec la multiplication des systèmes de contrôle pour repérer et neutraliser les cas de corruption liés au trafic de drogue.

Pour en savoir plus : se connecter à < http://www.incb.org/incb/fr/annual-report-2010.html>

LSC

## AFIN DE PRÉVENIR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

## En France, tous les ministres soumis à un questionnaire

Les ministres français et membres de leurs cabinets devront remplir «une déclaration d'intérêt» ayant un «caractère inquisitorial poussé» en vue de moraliser la vie publique et de prévenir les conflits d'intérêts. A cette fin, le gouvernement a élaboré un projet de questionnaire que les ministres et leurs cabinets devront remplir «sur l'honneur» et dont les réponses pourront servir de preuve en cas de contestation. Les déclarants devront notamment indiquer si les aspects de leur fonction actuelle les exposerait au risque de conflits d'intérêts (octroi de subventions, délivrance d'autorisations ou de licences...).

«Le questionnaire demande également que soient précisées les autres fonctions rémunérées et non rémunérées exercées par la personne visée.» Il peut s'agir des mandats électifs, des responsabilités dans des associations, des activités de recherche, d'enseignement ou de conseil, précise le journal.

Des questions seront également posées sur les revenus et activités des conjoints, enfants et parents proches, pouvant avoir un lien avec les activités du déclarant. Enfin, le questionnaire comprend aussi des demandes de renseignement sur les activités rémunérées ou non exercées par le déclarant au cours des cinq dernières années.

Le ministre français du budget a annoncé la création d'une «haute autorité administrative indépendante» pour prévenir les conflits d'intérêt. Un projet de loi, — qui concernera «les ministres, les membres de cabinet, les hauts fonctionnaires et les directeurs d'administration centrale, mais pas seulement» —, sera présenté en Conseil des ministres avant la mi-juin 2011.

## Quelle est la fortune de Kadhafi and Co ?

De 20 à 50 milliards de dollars. C'est la fortune qu'aurait amassée en 42 ans à la tête de la Libye le colonel Kadhafi. Un pactole partagé avec ses sept fils et sa fille. L'estimation est difficile à vérifier.

En effet, «Kadhafi ne fait pas de différence entre l'intérêt public et les siens», assure Ajmi Ridha, de l'ONG

Arab Transparency Organisation. La Libye n'est pas un véritable État, la banque centrale n'est qu'une façade». Le clan se sert généreusement sur les ventes de pétrole et de gaz, dont la Libye est un gros exportateur via Tamoil, la compagnie nationale (sise aux Pays-Bas). Les fils Mohamed et Saïf al-Islam sont de

toutes les affaires, énergie, distribution, télécoms.

Et Kadhafi dispose d'un puissant fonds souverain, la «Libyan Investment Authority», qui détient plus de 20 milliards de dollars de liquidités, des participations en Italie dans UniCredit, ENI et la.... Juventus de Turin !